L'anticommunisme en France et en Europe (1917-1991)

Si l'impact de la révolution d'Octobre et ses conséquences, la « grande lueur à l'Est », la naissance de la III[e] Internationale (Komintern) en 1919 et celle des partis communistes, notamment français et italien, ont fait l'objet de multiples travaux, l'envers de cette histoire, le rejet du communisme sous la forme de l'antibolchevisme, de l'anticommunisme et de l'antisoviétisme ont été beaucoup moins étudiés. Sans oublier les dénonciations qu'ont pu inspirer d'autres modèles communistes, de Pékin à La Havane.
Plus encore que l'antifascisme et peut-être même que l'antiaméricanisme, l'anticommunisme est un parent pauvre de l'historiographie. Il n'existe à ce jour, pour s'en tenir à la France, qu'une synthèse, inachevée, d'une histoire de l'anticommunisme hexagonal ; et même si des collectifs ont été publiés sur l'anticommunisme transnational et la guerre froide, le chantier demeure immense[1]. Dresser en amont du colloque un bilan précis de l'état des recherches est un défi que les organisateurs du colloque entendent bien relever.

Le colloque a cependant d'autres ambitions. Une première serait de préciser les significations de l'anticommunisme afin de mettre en lumière le fait que cet objet, polymorphe et polysémique, est beaucoup moins univoque que ne l'ont considéré les communistes eux-mêmes ou leurs adversaires les plus acharnés. Pourtant, au fil des décennies qui scandent l'intitulé de cette rencontre projetée, partant d'Octobre et aboutissant à la chute de l'URSS le 26 décembre 1991, l'anticommunisme a pu évoluer, conservant certes des invariants, mais s'adaptant aussi aux évolutions politiques, sociales, culturelles sans négliger les enjeux géopolitiques de l'Europe du XX[e] siècle – empires coloniaux inclus. Ainsi présenté, l'anticommunisme relève, comme l'antifascisme ou l'antiaméricanisme, de l'histoire des idées qui aura ainsi toute sa place dans ce colloque.

Cependant, l'anticommunisme n'est pas seulement une idéologie ou une contre-idéologie mobilisée par des intellectuels, des organes de presse, des forces politiques ou syndicales et plus largement associatives car, entendu ici comme la lutte contre un communisme assimilé à un complot contre l'ordre établi, il a pu générer des politiques gouvernementales de répression qui ont marqué notamment l'histoire de la France de l'entre-deux-guerres[2]. Au temps de la guerre froide, il a pu de même inspirer des politiques anti ou contre-subversives, en particulier lors des guerres coloniales[3]. L'anticommunisme est donc aussi la matrice d'engagements et formes de mobilisation allant jusqu'à l'action armée de « soldats politiques » qui, des corps francs aux volontaires du Front de l'Est, ont pris les armes au nom d'une « croisade antibolchevique ». L'anticommunisme comme engagement pourrait ainsi être analysé à l'occasion de différentes séquences de la vie politique (manifestations/contre-manifestations, campagnes électorales, etc.) ou de la vie sociale (compétitions sportives, spectacles, etc.) pour en faire ressortir les lignes de force et questionner ses singularités.

---

1 Serge Berstein, Jean-Jacques Becker, *Histoire de l'anticommunisme en France, tome I 1917-1940*, Olivier Orban, 1987 ; Luc Van Dongen, Stéphanie Roulin, Giles Scott-Smith (ed), *Transnational Anti-Communism and the Cold War, Agents, Activities and Networks*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2014;Michel Caillat, Mauro Cerutti, Jean-François Fayet, Stéphanie Roulin (dir.) *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse*, *Geschichte(n) des Antikommunismus in der Schweiz,* Zürich, Chronos Verlag, 2009.
2 Frédéric Monier, *Le complot dans la République. Stratégies du secret de Boulanger à la Cagoule*, La Découverte, 1998.
3 François Cochet, Olivier Dard (dir), *Subversion, anti-subversion, contre-subversion*, Riveneuve éditions, 2009.

En troisième lieu, il sera loisible de s'interroger sur la sociologie des anticommunistes. Ses adversaires originels, conservateurs et nationalistes (« la droite » pour parler comme « la gauche »), sont à prendre en considération, mais ils ne sont pas les seuls. Les dissidents, les « ex » ou les transfuges comptent aussi beaucoup. Dans le cas français, le passage du communisme au fascisme et ses marqueurs anticommunistes ont été analysés mais le processus gagnerait à être approfondi, au-delà des noms les plus connus, à commencer par celui de Doriot. D'autres familles politiques mériteraient aussi d'être davantage étudiées, en particulier du côté des libéraux, des radicaux ou des centristes pour qui l'anticommunisme a été une barrière infranchissable pour un rapprochement avec l'Union de la gauche sous l'égide de François Mitterrand, que ce soit en 1965, alors qu'il est le « candidat unique de la gauche », en 1974 ou en 1981. 1981 amorce un tournant qui se confirme en 1988 lorsqu'il n'est plus le candidat de la rupture mais celui de « La France unie ».

Le fait que, des décennies durant, l'anticommunisme se soit d'abord défini comme un rejet de l'URSS, à commencer par l'URSS stalinienne, invite à réfléchir sur d'autres formes d'anticommunisme, marquées cette fois à gauche. Les socialistes jouent à cet égard, à plusieurs reprises (celui de la scission ou pendant les premiers temps de la guerre froide sous la Quatrième République), un rôle de premier plan. Mais il faudra donner également leur place aux promoteurs d'autres modèles communistes, les trotskistes ou les maoïstes, ou encore les admirateurs de la Yougoslavie titiste, qui ont, à des moments et sur des registres différents, dénoncé l'Union soviétique au nom du communisme lui-même en considérant qu'elle le trahissait et, avec elle, la Révolution d'Octobre.

Les quatre éléments qui précèdent s'inscrivent largement dans un terrain français. Il sera privilégié dans ce colloque, mais l'ouverture européenne est doublement nécessaire. En premier lieu parce que l'anticommunisme s'est manifesté dans l'ensemble des pays européens et ce, qu'elle qu'ait été la puissance du parti communiste local. En second lieu, des travaux ont mis l'accent sur le caractère transnational de l'anticommunisme pour montrer, non sans parfois quelque exagération, qu'il existerait une contre-internationale communiste concurrençant son adversaire – de fait, l'alliance Rome-Berlin-Tokyo s'est formalisée, durant quelques années, dans un pacte anti-komintern. Des études de cas prenant en compte des singularités nationales et l'importance des jeux d'échelles pourront sans doute contribuer à mieux faire connaître l'importance des réseaux, des circulations, si ce n'est des transferts, qui ont comme matrice l'anticommunisme, cela à une échelle d'abord européenne, mais aussi transatlantique ou euro-asiatique.

Les propositions de communication (un titre et un résumé de 4 000 signes, espaces compris, maximum), accompagné d'un bref CV, sont à adresser avant le 2 novembre 2021 à : Olivier Dard olivierdard@orange.fr, Jean Vigreux jean.vigreux@u-bourgogne.fr et Noëlline Castagnez noelline.castagnez@univ-orleans.fr Le colloque se tiendra à Paris à l'automne 2022.